Tripoli, Libye, 14 novembre (Infosplusgabon) - Le président du Conseil présidentiel du gouvernement libyen d'union nationale, Fayez al-Sarraj, a énoncé trois grands principes pour sortir de la crise consistant au soutien de la tenue des élections générales au printemps 2019, au lancement d'une campagne nationale pour sauver le sud du pays en proie à l'insécurité et en la mise en place d'un comité préparatoire pour une conférence de réconciliation nationale inclusive.

Dans une intervention devant la Conférence internationale de Palerme, en Italie, sur la Libye, qui a pris fin mardi soir, M. al-Sarraj a exposé l'approche adoptée par le Conseil présidentiel et le gouvernement de réconciliation nationale à la lumière de la crise politique actuelle, et les nombreux obstacles auxquels il a été confronté, indique un communiqué publié mercredi par le gouvernement d'union nationale sur sa page Facebook.

Dans son discours, le président du Conseil présidentiel a soutenu la tenue d'élections simultanées pour élire un chef d'État et un nouveau corps législatif au printemps prochain, soulignant la nécessité de compléter les dispositions constitutionnelles en particulier.

Il s'est félicité de la convocation de la Conférence nationale inclusive dans les premières

semaines de 2019, comme l'a annoncé l'Envoyé des Nations unies, Ghassan Salamé, au Conseil de sécurité des Nations unies.

M. al-Serraj a également annoncé le lancement de la campagne nationale pour sauver le sud de la Libye et la supervision de cette campagne, qui comprendra trois axes liés à la sécurité, aux services et à la situation sociale.

Il a appelé toutes les parties à réagir à cette campagne pour que "le sud serve d'opportunité pour l'unification de toutes les institutions de l'Etat", exprimant son aspiration à "faire prévaloir la culture de la tolérance et de la reconnaissance de l'autre et de l'acception de la différence".

Il a indiqué que dans quelques jours, il annoncera les noms des membres du comité préparatoire d'une conférence de réconciliation nationale constituant le noyau d'un projet national global, demandant qu'elle soit tenue en Libye, afin que les Libyens discutent des moyens de sortir de l'impasse politique actuelle.

On rappelle que la Conférence internationale de Palerme sur la Libye a pris fin mardi soir avec l'adoption de certaines recommandations considérant l'Accord politique signé à Skhirat, au Maroc, comme le seul cadre disponible pour parvenir à une voie globale et durable vers la stabilité en Libye.

Les participants ont réaffirmé "leur soutien total au Plan d'action des Nations unies pour la Libye et aux efforts soutenus de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé", rappelant la nécessité de "consolider l'Etat de droit et la sécurité de ses citoyens contre toutes les menaces, y compris le terrorisme, ainsi que la protection et la gestion appropriées de leurs ressources naturelles et financières, notamment le patrimoine culturel".

Quelque 10 chefs d'Etat ou de gouvernement ont assisté à la Conférence internationale sur la Libye, à laquelle ont participé une trentaine de pays, dont l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Maroc, la France, l'Allemagne, la Grèce et l'Espagne. L'Union européenne a été représentée par le président du Conseil européen, Donald Tusk, et la ministre des Affaires étrangères, Federica Mogherini.

FIN/INFOSPLUSGABON/MOO/GABON2018

© Copyright Infosplusgabon